



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

Où sont nos limites

Quelle énergie pour quelle agriculture?

À l'heure où au minimum 800'000 litres de pétrole se déversent chaque jour dans le Golf du Mexique (certains experts disent 5 à 20 fois plus), où les côtes US et Mexicaines sont touchées par une marée noire sans précédent et où la faune et la flore des océans, des bayous et autres écosystèmes sont gravement mis en danger par «l'or noir», il est bon de se questionner sur la dépendance du système agro-alimentaire quant au pétrole.

Depuis le premier tiers du 20^{ème} siècle, l'agriculture occidentale a subi une très forte industrialisation. En Suisse, le nombre de tracteurs est passé de quelques uns en 1925 à 130'000 unités en 2005. Parallèlement, le nombre d'exploitations agricoles est passé en cent ans de près de 250'000 à 60'000. Mais les machines agricoles ne sont pas les principales consommatrices d'énergie dans la production agricole. Aux USA, c'est la fabrication des engrais non organiques qui nécessite 31% de l'énergie utile à l'agriculture. Les machines agricoles arrivent en seconde position avec 19% des besoins suivies par le transport et l'irrigation. Mais la production agricole en soi ne consomme «que» 25% de l'énergie utilisée pour amener la nourriture jusqu'à table du consommateur. Le gaspillage le plus important et la véritable pollution résident dans le système alimentaire mondial, soit dans les transports, la transformation, l'emballage, la congélation et dans les cuisines des consommateurs finaux. Selon la Commission européenne, environ 20% des causes du changement climatique peut être attribué à la chaîne alimentaire. Avec quelques efforts, ce gaspillage pourrait être fortement réduit. Chaque acteur de la chaîne, contraint ou non, est responsable d'une part des déchets. On estime que dans nos pays, 30 à 40% de la nourriture produite n'est jamais consommée! 40% de

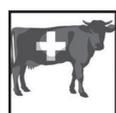


En 2009, devant l'usine de Crémo à Lucens.

ce gaspillage survient aux champs où une part de la production est «délaissée» car elle ne répond pas aux normes de la chaîne alimentaire industrielle (calibrage, aspect extérieur, qualité etc.). Les supermarchés jettent un demi milliard de tonnes de nourriture invendue par an. Quant aux ménages, ils ne sont pas en reste puisqu'ils jetteraient plus que les transformateurs et les supermarchés réunis (achat en grande quantité de produits frais, date de péremption, folie de la consommation). Une étude belge affirme que les déchets alimentaires correspondent à 12% des ordures ménagères brutes.

Quant aux transports de denrées alimentaires, ils frisent plus que souvent l'absurdité. C'est le cas par exemple quand l'Espagne exporte 3500 porcs vers les divers pays européens quotidiennement

alors qu'elle en importe 3'000 le même jour depuis les mêmes pays. L'Union européenne consomme quant à elle l'équivalent de sa production maraîchère par an. Mais en y regardant de plus près on constate qu'elle exporte 16'963'000 tonnes et en importe 16'327'000 tonnes. Quant à la Suisse, elle est auto suffisante à 114% dans le secteur fromager. Il n'en reste pas moins qu'elle importe 468'500 tonnes (en équivalent lait) de fromage et en exporte dans le même temps 683'500 tonnes...Il est clair que certains fromages importés ne sont pas fabriqués en Suisse et méritent le «détour» en terme gustatif. Mais de grâce, de là à chauffer à ce point le bitume... il y a un pas. Et que dire des surplus de lait actuels transformés en poudre de lait à coup d'énergie fossile, puis exportés à vil prix vers d'autres contrées...



Lait

En Suisse et UE

Page 2



Spécial Jura

Actions de la section

Pages 4 et 5



OGM

Manipulations

Pages 6 et 7



Assemblée générale

Vendredi 2 juillet Yverdon!

Page 8

DOSSIER LAITIER

La clé est de notre côté

Gilles Cretegny, producteur de lait et fermier de la Ferme de Cery (Etat de Vaud), a cessé la production laitière. A l'heure où ses dernières vaches, qui produisaient les 620'000 kg de lait annuel, quittaient l'exploitation, il explique son amertume vis-à-vis de la situation laitière actuelle. Le manque de solidarité des producteurs, l'abandon du secteur par le monde politique ainsi que la difficulté des organisations professionnelles à prendre en mains le dossier ont créé une situation insoutenable. La forte chute des prix couplée à des problèmes de staphylocoques dorés ont eu raison de sa motivation. Il a préféré tout arrêter! Témoignage

Philippe Cretegny, son père, est arrivé avec Gilles en tant que fermier sur la ferme de Cery en 1989. L'exploitation est propriété de l'Etat de Vaud. Elle s'étend sur une trentaine d'hectares auxquels s'y sont ajoutés une quinzaine en location. Elle se situe aux portes de la Ville de Lausanne, en zone de plaine mais avec une grande partie des terres en terrain accidenté, peu propice aux grandes cultures. La ferme avait donc une vocation laitière. C'est ce qu'ont toujours pensé Gilles et son père, jusqu'à cet automne...

Gilles Cretegny, quelle est votre sentiment en voyant partir l'ensemble de votre troupeau?

De la tristesse! J'ai été pendant un certain temps membre de la commission de Prolait qui négociait le prix du lait pour Crémo. Je connais donc relativement bien le secteur laitier. Pendant de nombreuses années avec Prolait, nous nous sommes battus pour fédérer les producteurs au plan Suisse et Romand pour être plus fort lors des négociations. Or aujourd'hui nous sommes plus que divisés. Il devient donc impossible de négocier quoi que ce soit. Les résultats sont catastrophiques pour nous tous!

Le marché ne fait pas de cadeau et face à quatre acheteurs, nous, producteurs, devons maîtriser la production pour obtenir des prix qui couvrent les coûts de production. Or c'est le contraire qui s'est passé. La situation actuelle met en péril toutes les exploitations et celles qui ont fait des investissements dans le lait en premier!



Ces dernières années, sur notre exploitation, nous avons subi une très mauvaise passe sanitaire avec des staphylocoques dorés à répétition, ce qui nous a coûté très cher. La chute de prix amorcée en 2009 et la dernière en date du mois d'avril 2010 a eu raison de notre motivation. Aujourd'hui nous avons pris la décision, tout stopper!

Pourtant votre exploitation est tout à fait fonctionnelle et moderne!

Vous êtes allés dans le sens de ce que souhaitait la politique agricole, non?

Oui, nous y avons cru. Nous avons fait des transformations. Beaucoup nous-mêmes avec mon père et notre apprenti. En 1992 nous avons totalement transformé l'étable. Nous sommes passés d'une détention attachée à une stabulation libre avec logettes. Nous nous sommes préparés aux réformes annoncées. En 2005 nous avons investi dans un robot de traite. L'outil de travail était fonctionnel. Nous pensions être bien positionnés pour voir l'avenir avec une certaine sérénité. Mais en Suisse, produire du lait à 50 cts/kg est impossible. Il faut être réaliste! Mes confrères paysans doivent calculer. Chaque secteur de l'exploitation doit dégager un bénéfice, sinon il ne sert à rien de le continuer! Ce n'est pas à la femme de combler les pertes de l'entreprise par son revenu annexe! L'entreprise elle-même doit dégager un bénéfice après avoir payé des salaires horaires normaux à l'ensemble des personnes qui y ont travaillé. C'est comme cela dans tous les secteurs économiques, et l'agriculture ne doit pas y déroger! Il est donc normal de se battre pour des prix équitables.

Depuis maintenant plusieurs années, les producteurs de lait, tant en Suisse qu'en Europe se mobilisent pour faire changer les choses, quel regard portez-vous sur ces nouveaux mouvements?

S'il peuvent faire changer les choses c'est bien. Je vois d'un bon œil le fait que les producteurs reprennent le leadership quant à leur avenir et aillent au front, face aux décideurs politiques et économiques! La société et les politiques doivent savoir et comprendre ce qui se passe réellement dans le secteur alimentaire. Les enjeux sont énormes. Sur un plan purement stratégique, je pense qu'il devient très difficile de maintenir en place des structures paysannes qui font à la fois de la défense professionnelle et du marché. Dans un marché libre, il faut être plus agressif sur les deux tableaux. Tirons ensemble à la même corde et dans la même direction. La solution est entre nos mains, sachons la saisir.

Et pour vous, quel avenir?

J'ai besoin de faire une pause. Je ne peux plus me réengager de suite à 200% dans une activité nouvelle. Mon père va partir à la retraite et je viens

de reprendre la totalité du fermage. Je prévois une activité annexe à l'extérieur de l'exploitation. Pour mettre en valeur nos talus, je pense prendre, en pension, des génisses et des chevaux en fin de carrière. Nous sommes situés aux portes de Lausanne, la demande est grande pour ce genre d'activités. Je vais continuer à exploiter les terres en grandes cultures, mais aux prix actuels, il y a de quoi se poser de sérieuses questions quant à l'avenir de ce secteur! Quant à la vente directe, c'est sans doute salutaire pour de nombreuses exploitations et cela répond très concrètement à une demande croissante des consommateurs. Néanmoins je n'ai pas le courage, en tout cas actuellement, de m'investir dans une telle démarche!

Je crois par contre en l'avenir du biogaz. J'avais réfléchi à l'époque à un projet en partenariat avec l'hôpital juste à côté. Puis avec la Ville de Lausanne, désirant également développer cette activité, nous avons choisi de poursuivre l'aventure avec un projet plus ambitieux.

Nicolas Bezençon

Brèves EMB

Durant une semaine, les Suisses Patrick Demont et Alexandre Delisle ont participé à un marathon de conférences organisées par l'APLI dans toute la Bretagne. Ils ont expliqué la situation en Suisse aux producteurs français. En pleine discussion sur la contractualisation, l'Europe observe la situation en Suisse.

Une délégation de producteurs de lait d'EMB a rencontré le Commissaire européen de l'agriculture, Dacian Ciolos. Ce dernier s'est montré ouvert aux propositions d'EMB. Il souhaite également en savoir plus sur la situation en Suisse.

L'assemblée générale de l'European Milk Board aura lieu du 15 au 17 juin au Wavre en Belgique. Le comité pourra faire le point sur les différentes options stratégiques pour la suite du mouvement. Il permettra également de planifier les prochaines actions en Europe et à Bruxelles.

Le 1er juin, le Groupe de haut niveau sur le lait rendra ses conclusions sur les réformes à mener en Europe concernant la filière laitière. Le 12 juillet, le parlement européen en discutera. Selon les résultats, des actions pourraient être menées.

Le Tribunal fédéral débout Arnold de l'OP Ostschweiz

L'OP Ostschweiz a vendu 152 millions de kg de lait en 2008/2009. Elle avait fait la demande pour près de 20 millions de kg de quantités supplémentaires dont près de 12 millions de kg ont été autorisés. Durant les six derniers mois avant la sortie du contingentement, Arnold a demandé 7,6 millions de litres de quantités supplémentaires en plus. C'est en raison des importants excédents déjà existants durant cette année laitière que ces demandes ont été rejetées par l'OFAG. C'est contre cette décision que Arnold avait fait recours. Le 4 mars 2010 le Tribunal fédéral administratif a rendu un jugement déboutant Arnold. C'est important puisque des quantités supplémentaires produites sans autorisation doivent faire l'objet de sanctions. Les sanctions attendues ne pourront excéder le rendement brut des quantités vendues sans autorisation. Ce qui est scandaleux dans cette affaire, illustrant le dysfonctionnement de la sortie du contingentement, est le fait que ce vendeur de lait sans scrupules, Arnold, représente les producteurs au sein de l'IP-Lait. Alors que l'on sait que les prises de décisions à l'IP-Lait se font à une majorité de deux tiers. Et que par ailleurs, la plus grande organisation de producteurs (OP), Prolait, n'a pas eu droit à un siège. Il a aussi fallu l'intervention ferme du président de l'USP, Walter, pour que le droit de siéger soit accordé à PSL. Les organisations de producteurs telles qu'Uniterre ou Big-M n'ont pas droit de siège. Au vu de cette composition et du mode de fonctionnement, il n'y a dès lors rien d'étonnant au mauvais fonctionnement de l'IP-Lait. Après bientôt une année d'exercice, rien de surprenant non plus qu'aucune mesure effective pour endiguer les excédents de production laitière n'ait été adoptée et que le prix du lait reste largement en dessous des coûts de production.

Rudi Berli

Lait équitable genevois

En Suisse, le lait payé 1 Fr au producteur, labellisé Genève-Région-Terre-Avenir, vient d'être commercialisé par la grande surface Manor au prix de 5.90 fr/litre. Des discussions avec d'autres grandes surfaces de la place genevoise sont en cours. Les projets de vente directe de lait cru sous le label «lait équitable» se développent également en Suisse romande.



CLIMAT

Biochar, une fausse «bonne solution»

L'histoire du biochar vient de l'étude d'une portion de sol hautement fertile en Amazonie centrale, appelée «terra preta», qui couvre une surface de plus de 50'000 ha. Cette terra preta semble avoir été créée par les paysans durant une longue période située entre 1000 avant J.-C. (voire 5000 avant J.-C.) et 1500 après J.-C. Au lieu de l'agriculture sur brûlis, les paysans amazoniens auraient nourri le sol d'un mélange de matières organiques diverses et de charbon. Il semble que les paysans ont d'abord brûlé une grande variété de matières organiques par combustion lente et sans oxygène, en enfouissant le feu sous de la terre. Le charbon issu de ce processus a ensuite été mélangé avec différents éléments comme, des résidus de poisson, carapaces de tortues, herbes, sédiments, fumier et déchets de cuisine. Ce mélange a été donné au sol, d'une manière qui n'est pas encore claire aux yeux des chercheurs.

Aujourd'hui, ce sol enrichi est, plusieurs milliers d'années plus tard, encore un terreau fertile. Ce sol particulier contient plus de 70 fois la charge en nutriments des sols voisins. Ailleurs, le sol amazonien est plutôt pauvre en carbone et en nutriments, et il ne peut être utilisé pour la production agricole plus de trois ans avant de devoir être nourri d'un apport massif de fertilisants.

Inspirés de cet exemple, mais sans une compréhension profonde du processus de création de la terra preta, certains projets de géo-ingénierie ont créé le biochar. Ce terme décrit un charbon de bois, issus de la pyrolyse¹, finement broyé et appliqué sur le sol. Le charbon est une matière très difficilement décomposable pour les organismes du sol et sous l'émulation financière du marché du carbone, des grandes entreprises misent d'ores et déjà sur la production massive de biochar, en arguant qu'il va permettre de capturer du CO₂ dans le sol à long terme.

Aujourd'hui, quatorze gouvernements, la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CC-NUCC), ainsi que la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNUCLD), sont en train de discuter de mécanismes visant à inclure les terres agricoles dans le commerce du carbone. Dans les négociations, le biochar est un des outils présenté comme «solution appropriée à la crise environnementale»². Un lobby constitué d'entreprises et de scientifiques demande officiellement que le biochar joue un rôle important dans un accord post-2012 sur les changements climatiques dans le commerce du carbone.

Toutefois, des études scientifiques

insistent sur le degré d'incertitude élevé concernant la capacité du biochar à fertiliser les sols ainsi qu'à créer un puits de carbone fiable qui permette d'atténuer le changement climatique.

Un fertilisant utile?

Comme l'explique L. Van Zwieten³, il existe différents types de biochars. «*Quand on prend un matériel très ligneux (very woody feedstock material) pour produire le biochar, on se retrouve avec un produit contenant beaucoup de carbone, mais peu de minéraux. De l'autre côté, si on met du fumier, par exemple des déchets de production laitière ou aviaire, on se trouve avec des matériaux qui apportent azote et phosphore et une large majorité de ces nutriments vont se retrouver dans le biochar final*». C'est pourquoi, des sociétés de géo-ingénierie cherchent à produire une combinaison de biochar et d'engrais. Une telle technologie s'appuie sur l'utilisation d'engrais basés sur les combustibles fossiles en agriculture industrielle.

Il y aurait donc un biochar pour la capture de CO₂ et un biochar à base de déchets et fumier pour la fertilité du sol. S'il s'agit uniquement de passer le fumier dans une machine pour avoir à le racheter ensuite, ce n'est intéressant que pour les entreprises transformatrices.

Au niveau scientifique, ce qui a été constaté c'est que la qualité du biochar peut avoir un impact positif ou négatif sur la fertilité selon la pureté du charbon de bois. Bien évidemment, une fois que cette poussière de charbon de bois a été incorporée au sol elle est impossible à enlever. Il semble donc que nous n'ayons pas le recul suffisant pour mesurer l'impact sur la fertilité dans différents types de sol.

Ce qui est peut-être le plus préoccupant, c'est que les études qui aboutissent à une augmentation à court terme de la fertilité du sol, avec l'utilisation du biochar, font intervenir des quantités bien supérieures à ce qui peut être obtenu en carbonisant la matière organique produite par cette même terre. Cela implique que pour fertiliser des terres par le biochar, de plus grandes étendues doivent être dépouillées de toute leur biomasse.

Détruire des écosystèmes pour «stabiliser le climat» ?

Outre un questionnement autour de l'impact que peut avoir le fait de noircir la terre à grande échelle, augmentant ainsi son albédo et favorisant le réchauffement la capacité de capture à long terme du CO₂ est vivement nuancée. Le biochar ne stocke a priori que 50% du carbone

qu'il contient, les premiers 50% sont «respirés» à court terme. De plus deux études menées dans les forêts boréales ont montré que l'ajout du biochar dans le sol entraîne la dégradation du carbone préexistant dans le sol, avec pour résultat une augmentation de la respiration du sol et ainsi une émission augmentée de CO₂ dans l'air.

Les défenseurs du biochar proposent que des plantations soient créées à l'échelle énorme de 500 millions d'hectares. C'est la superficie de terres qu'il faut à la fabrication de biochar nécessaire pour que celui-ci fasse effet sur «l'atténuation des changements climatiques» telle qu'ils la préconisent⁴. Avec toute la dégradation des sols et des forêts qui accompagne l'accaparement de ces terres pour la fabrication du biochar, l'impact sur le climat serait colossal et il deviendrait impossible de considérer la production de biochar comme neutre au niveau carbone. Presque automatiquement, une importante nouvelle demande en biomasse viendrait concurrencer les demandes actuelles et augmenterait encore la pression sur les écosystèmes naturels, les terres communautaires et la production alimentaire.

Le résultat est consternant. Cet instrument dangereux soutenu par un fort lobby est légitimé à travers des arguments de «protection du climat». La manoeuvre du biochar pourrait laisser les agriculteurs sans aucun autre soutien que l'argent sale provenant de pollueurs.

Globalement, pour les paysans, les fausses solutions avancées dans les négociations climatiques (les mécanismes de marché du carbone, les projets de géo-ingénierie), sont aussi menaçantes que le changement climatique lui-même.

Et pour la planète, le constat est identique: malgré le protocole de Kyoto et la création d'un marché du carbone où s'échangent des «tonnes de réduction d'émissions», les émissions de CO₂ ont continué d'augmenter.

Amélie Pistorius

¹Pyrolyse: Combustion sans oxygène durant laquelle la biomasse est exposée à des températures élevées pendant une courte période de temps.

²Climate and agriculture: a just response, Climate and Agriculture, Copenhagen 2009, Institute for agriculture and trade policy, iatp.org

³Interview de Lukas Van Zwieten, chercheur principal sur la question du climat au département des industries primaires, USA. Interview publiée chez beyondzeroemission.org

⁴Vrais problèmes, fausses solutions, par le Grupo de Reflexion Rural, Biofuelwatch, EcoNexus et NOAH- Amis de la Terre, Danemark.

Plainte déposée contre Doris Leuthard

Nous avons appris qu'une plainte pénale avait été déposée à l'encontre de la Conseillère fédérale Mme Doris Leuthard en avril 2010 par un citoyen, M. F. Paillard, sur la base de deux articles du code pénal. Art. 266: atteinte à l'indépendance de la Confédération. Art. 314: Gestion déloyale des intérêts publics. Il a argumenté sa plainte sur la base des dossiers concernant le Cassis de Dijon et l'Accord de libre-échange avec l'Union européenne.

Selon le plaignant, Mme Leuthard, par l'intermédiaire de l'OFAG, sacrifie:

«*Les producteurs nourriciers de proximité d'une part et notre souveraineté alimentaire d'autre part, sur l'autel du profit pour le plus grand bonheur...des lobbies de l'agro-alimentaire (Nestlé, Coop, Syngenta, Monsanto,...) et des gros distributeurs importateurs (Migros-Coop principalement). Ainsi la disparition quasi totale des cultures de céréales panifiables suisses (donc du pain quotidien produit avec du blé suisse) est déjà agendée par l'OFAG d'ici 5 ans comme en témoigne l'étude du Professeur Lehmann de l'EPFZ. Faisant la place... aux farines OGM importées, OGM pourtant largement refusés par nos concitoyens*».

Le Tribunal administratif a refusé d'instruire le dossier estimant qu'il n'y avait pas suffisamment d'éléments à charge.

Concernant l'atteinte à l'indépendance, le Tribunal a argumenté que ceci était inéluctable en raison des nombreux accords auxquels nous sommes liés. Sur la plainte liée à la gestion déloyale, il a retenu que la Conseillère fédérale n'avait pas eu d'enrichissement personnel. Ils ont préféré éluder le fait que le renforcement de certains lobbies ultra puissants pouvaient provoquer des situations de collusion entre l'État et ces lobbies (par ex. partenariat public-privé OFAG-FAO-Nestlé).

Valentina Hemmeler Maïga



SPECIAL JURA

Reflets de l'assemblée générale d'Uniterre Jura

Le 29 avril dernier, les sections d'Uniterre Jura et Jura bernois étaient en assemblée générale à Reconvilier. Pour l'occasion et pour faire le point sur la situation laitière en Europe, Erwin Schopges, un producteur de lait belge très engagé dans le mouvement EMB avait fait le déplacement!

Paul Sautebin, en tant que Président de la section jurassienne bernoise, a eu le privilège d'ouvrir la séance par un discours engagé mais juste, sur les réponses que doivent apporter l'agriculture paysanne et la souveraineté alimentaire aux questions posées par les problématiques environnementales, énergétiques, de justice sociale et de développement économique actuels. Il a rappelé l'aspect stratégique de la paysannerie locale qui donne la possibilité aux sociétés humaines d'avoir à disposition une nourriture saine et diversifiée tout au long de l'année. Il a néanmoins précisé que cette agriculture doit pouvoir prospérer sur le long terme. Elle doit donc assurer son existence sur des générations et non sur cette mode symptomatique de nos sociétés capitalistes du «consommer-jeter» et du profit immédiat. Le combat que mènent aujourd'hui les paysans d'ici et d'ailleurs pour des prix équitables et des revenus dignes est donc fondamental pour assurer l'avenir des générations futures et profite à l'ensemble de la société! Il revendique pour cela une solidarité paysanne renforcée et un rapprochement des paysans et des consommateurs. L'agriculture est au centre de défis majeurs, il s'agit de ne

pas rater le coche.

Cédric Gigon a fait, quant à lui, un bref rappel des nombreuses activités des deux sections. Elles étaient liées pour la plupart à la problématique laitière. Il a rappelé que le passage à un système libéral dans la filière laitière impliquait de profondes modifications dans la manière d'aborder le marché. L'offre et la demande règnent en maître. Il est donc urgent que les paysans reprennent les rênes de l'offre afin de rééquilibrer le marché et obtenir un prix en lien avec les coûts de production. Il demande que dans ces coûts soient intégrés des objectifs de prétentions salariales correctes qui assurent la pérennisation des entreprises et qui motivent à la création d'emplois dans le secteur. Il fait remarquer que le prix revendiqué de 1 Fr par litre de lait n'est que le résultat de nombreuses études menées par les Stations de recherche, par Agridea et plus récemment par la Fondation Rurale Interjurassienne. Cette dernière a présenté des coûts de production en plaine entre 102 cts et 118 cts par litre de lait. Parmi les activités importantes menées par la section, Cédric rapporte celle de la résolution, approuvée le 29 janvier 2009 à Glovelier et le 9 février à Loveresse par l'ensemble des délégués des sociétés de laiterie. Elle demandait une concentration des 7 plus grandes OP pour faire le poids face aux acheteurs. Elle exigeait également que la Miba sorte de l'ALS. Il souligne également la forte mobilisation pour l'ensemble des actions liées au lait. Elles ont commencé à Berne devant l'OFAG le 13 mars 2009 pour

dénoncer le laxisme dans l'attribution de quantités supplémentaires. Le 18 avril, le comité est allé à la rencontre des consommateurs sur la place du marché à Delémont. Le 29 avril une importante délégation s'est déplacée sur la ferme de la sucrerie d'Aarberg à Ependes, pour dénoncer les dérives de la libéralisation des marchés. Le 2 mai aux Breuleux, des membres de la section ont participé aux débats qui ont eu lieu lors du festival Cinémalimentation. Le 18 mai, de nombreux jurassiens se sont déplacés à Pringy pour faire pression sur les membres de la FSFL afin qu'ils prennent les bonnes décisions. Le 3 juin, la section décide d'adhérer au Collectif contre l'importation d'agrocarburants à Delémont. Le 3 septembre, le comité a présenté aux producteurs jurassiens la mesure de gestion des quantités élaborée par la commission lait d'Uniterre. Les producteurs l'ont soutenue. Le 8 septembre, le comité rencontre des délégués de la Miba pour mieux comprendre la situation. Le 17 septembre, lancement de la révolte paysanne en Suisse. En Europe la grève du lait fait déjà rage! Le 8 octobre, en pleine révolte, les producteurs bloquent un camion de l'entreprise Arnold pour dénoncer sa politique laitière. Le 16 octobre, participation de quelques membres au «Train contre la faim» pour dénoncer le projet d'agrocarburants de Delémont. Le 23 octobre, action «bottons les 28 millions» lors de la venue de Madame la Conseillère fédérale Doris Leuthard à l'Olympiade des fromages. Cette action a fait couler passablement d'encre,

mais a permis à Christophe Darbellay de prendre conscience de la gravité de la situation dans le secteur laitier. Ce dernier a promis de faire la lumière sur la problématique de la représentativité des producteurs à l'IP-lait et de demander une analyse des marges des grands distributeurs dans le secteur alimentaire. On attend toujours les résultats... Les bottes sont réapparues juste avant Noël sur les cartes de vœux de notre Ministre de l'économie.

Pour 2010, la section restera bien entendu active sur les dossiers agricoles principaux. Elle souhaite, en plus, améliorer l'information et la sensibilisation des consommateurs aux enjeux capitaux auxquels sont liés les paysans d'ici et d'ailleurs. Elle a d'ailleurs déjà commencé ce travail en organisant, le 11 février dernier, une soirée débat autour d'un documentaire de la TSR qui met en exergue les liens entre la multinationale Smithfield, leader dans l'industrialisation extrême de l'engraissement porcin et le développement du virus H1N1 au Mexique. Cette soirée, en présence des réalisateurs, d'une personne représentant la FRC et les syndicats, a été un succès. Ce type de soirée a d'ailleurs été répété dans le canton de Neuchâtel (voir brève page suivante).

Le champ libre a ensuite été donné à Erwin Schopges pour la présentation de la situation laitière en Belgique et Europe. Une plus grande interview d'Erwin sera à lire dans le prochain journal d'Uniterre.

Nicolas Bezençon

Imaginez un paysage de verdure...

Imaginez un paysage de verdure, avec à l'horizon un ciel bleu, les Alpes pour arrière-fond. Et là dans un décor champêtre, mettez-y une ferme avec des géraniums aux fenêtres, une vache milka et une jeune paysanne, comme sur les calendriers!

C'est une image de carte postale. Le mythe helvétique, le mythe de la vache.

Mais en réalité cette image n'est pas statique; l'herbe pousse, la vache doit être nourrie, traitée, soignée. Le paysan doit vivre, s'épanouir dans un monde en pleine évolution. Notre pays est un immense espace d'herbe. L'herbe, c'est le préalable à tout. Le monde urbain a son herbe, son gazon autour de sa villa, son terrain de foot, son golf.

L'herbe doit être arrosée, foulée, fauchée, broutée, soignée.

Et le berger, comme le paysan, est le comptable de l'herbe.

Il doit tenir un juste équilibre entre la sur-pâture et la sous-pâture.

L'herbe du printemps doit être retrouvée à l'automne.

L'herbe de cette année doit être retrouvée l'an prochain.

L'herbe doit tenir tête au troupeau et le troupeau doit tenir tête à l'herbe.



C'est une question de résistance et d'équilibre. Il en va de même pour la défense professionnelle agricole, pour la lutte paysanne; c'est une question de résistance et d'équilibre. Une défense professionnelle confrontée aux penseurs du département fédéral de l'économie que ne font que lubrifier l'appareil de concentration de l'agriculture. Une défense professionnelle qui doit se battre contre le monde de la distribution et le

nivellement des prix par le bas.

Une défense professionnelle confrontée à l'évolution de la société qui considère le paysage rural comme un arrière pays de détente et de loisirs.

Il y a peu, le blé et le lait constituaient la cohésion même du monde paysan. Désormais, sur des terres voisines, l'un produit du lait, un autre élève des chevaux, un troisième engraisse des poulets, un autre cultive des betteraves et un autre encore se consacre au tourisme rural. L'essence même du syndicalisme est menacée par sa diversité et des intérêts divers, différents, voire même contradictoires!

Et celles et ceux qui considèrent cette évolution comme une fatalité, qui espèrent le sauve-qui-peut dans la recherche de solutions individuelles pour s'en sortir ne font que renforcer la chasse aux primes, aux hectares, au lait hors quota à même plus dix sous!

Mais il y a celles et ceux qui n'ont jamais supporté la loi du plus fort, convaincus qu'il existe une société ou

les hommes sont capables de s'investir dans des relations de réciprocité. Ils sont minoritaires, mais l'histoire est formelle; sans eux rien n'aurait été possible. Cette histoire paysanne, justement, nous apprend que les droits des paysans sont rarement octroyés, mais toujours concédés dans la lutte.

Imaginez maintenant un paysage de verdure, une ferme moderne et un paysan heureux parce que sa vache aura retrouvé la couleur rouge et blanche du lait équitable. Que la lutte paysanne que nous conduisons au sein du mouvement Uniterre, ou dans d'autres organisations, une lutte paysanne empreinte de responsabilités et de solidarité, permette aux familles paysannes de ce pays de vivre, et non de survivre.

Avec celles et ceux qui pensent que le travail de la terre garde encore aujourd'hui tout son sens, il y aura toujours une défense professionnelle à leurs côtés.

Vincent Wermeille, agriculteur et député

SPECIAL JURA

Jura-Bolivie: quel rapport?

Lors d'une assemblée publique le 6 mai dernier à Delémont, organisée par l'ONG E-CHANGER et soutenue par Uniterre Jura-Jura bernois, en présence d'Asunta Salvaterra, leader paysanne des «sans terre» boliviens, Uniterre était invité à s'exprimer sur la situation Suisse en présence de cinquante personnes attentives et intéressées.



Regards croisés entre la Suisse Mathilde Defferrard, volontaire en Bolivie et Asunta Salvaterra.

Prendre la parole après Asunta provoque déjà une émotion. Ces gens n'ont absolument rien: le racisme fut une justification pour les colonisateurs de les déposséder des terres qu'ils possédaient collectivement. Leur lutte relève de la survie des populations. Pas loin d'un milliard de paysans sur la terre souffrent, non pas d'une catastrophe naturelle, mais de la politique sciemment au service de la finance et de l'agro-industrie. Travailler 1, 2 ou 3 ha pour nourrir une famille est incomparable avec notre situation sauf que nous sommes en face du même monstre tentaculaire qui suce le monde paysan sur la planète entière.

Un des grands changements qui soit intervenu ces dernières années est la prise de conscience des paysans de chez nous de cette réalité planétaire: ils expriment clairement une forme de solidarité quand il s'opposent à l'exportation des surplus de beurre qui provoquerait une concurrence destructive pour les paysans des pays importateurs.

Un processus de coercition

Par une politique de coercition, les milieux économiques et politiques

exercer une pression rampante pour «rationaliser» l'agriculture. Depuis 1990, en Suisse, plus de 100'000 paysannes et paysans ont quitté le travail de la terre, entraînant la disparition de 30'000 fermes. Les revenus agricoles ont reculé de 28% mais les prix à la consommation ont augmenté de 11%. La mécanisation et la normalisation des exploitations entraînent un endettement qui commence bientôt pour certains à ressembler à de l'expropriation par les banques. L'augmentation des investissements entraîne la spécialisation qui fait de plus en plus du paysan un prolétaire paupérisé. La culture de la concurrence chez certains réduit le sens de ce beau «métier» alors que de plus en plus de jeunes prolétaires envient le travail du paysan! Par contre, le paysan se comporte comme dans le moyen âge sur le marché: ce n'est pas lui qui dicte le prix de ses productions mais l'acheteur; ceci même quand il fait le fier coq avec deux cents vaches sur l'exploitation! Ces différents facteurs démontrent les obstacles à surmonter pour reconstruire des liens de solidarité.

La solidarité, un travail de reconstruction

Depuis 2008, la grève du lait et la révolte paysanne sont l'expression d'un changement important; certainement en profondeur. L'agriculture mondiale est en crise, elle n'arrive pas à remplir sa mission. D'une part le système capitaliste dans son expression industrialisée et financiarisée y soutire une rente qui fait crever les fermes familiales, une part de l'humanité et détruit nos ressources naturelles. D'autre part, celles et ceux qui dirigent une ferme sont amenés à se référer à des valeurs morales et éthiques. Peuvent-ils encore se référer à celles des politiciens et chefs d'entreprise aux commandes? Certainement pas; si non au risque de vivre de plus en plus odieusement. Ces facteurs entraînent de plus en plus de paysans à se tourner vers les autres. Uniterre est certainement un lieu de rencontre où, partant des réalités du moment, il se reconstruit de liens de solidarité.

La défense de la ferme familiale revient au cœur du débat. Elle reste d'un «format» à impact limité pour la nature parce que le sensitif et l'émotionnel y ont encore une place. Le travail peut y rester ou redevenir diversifié et cognitif. Aujourd'hui nous avons des jeunes paysannes qui s'y frayent un chemin émancipateur et des familles qui y évoluent sans de trop grandes contraintes. C'est là un cadre de la situation qui peut en partie expliquer les luttes paysannes chez nous.

La grève du lait et la révolte paysanne témoignent de bouleversements d'un changement important, et la réalité susmentionnée leur requière une profondeur. Les producteurs de lait, et les paysans en général, ont conscience des enjeux car la bataille sur le lait représente le fer de lance de l'OMC -et des bilatérales européennes- dans le ventre de l'agriculture. Le fait nouveau exprimé par le soutien des consommateurs est certainement aussi révélateur d'une crise profonde. La solidarité commence de ne plus être un vain mot. Paysans et salariés pourront petit à petit dessiner les contours d'alternatives au système économique dont les effets ressemblent de plus en plus à la barbarie. Des formes contractuelles à grande échelle ou de proximité redeviennent une évidence si on veut rétablir un rapport avec la nature qui soit équilibré et garantir des relations sociales pacifiques. La souveraineté alimentaire est une forme de rapport qui apporterait pour le moins des moyens d'aller dans ce sens d'autant plus quelle est défendue par des paysans du monde entier.

Les peuples des Andes et d'Amazonie nous apportent le brillant d'une étoile... eux qui font de leurs luttes sociales, économiques, et environnementales des liens à ne faire qu'un!

Paul Sautebin Uniterre JU. JU-BE

Initiative cantonale jurassienne en faveur du droit à l'alimentation

L'octroi du permis de construire à Green Bio Fuel SA pour la construction d'une usine d'agrodiesel à Zurzach n'est pas passé inaperçu au CIAD, le Collectif contre l'importation d'agrocultures à Delémont. Le permis de construire pour l'usine d'éthanol de Delémont, déposé début mai 2009, n'a toujours pas été délivré. La décision pourrait tomber à tout moment. Le CIAD a lancé en mars dernier une initiative cantonale en faveur d'un moratoire sur les agrocultures.

Dans l'attente d'un renforcement de la législation fédérale, l'initiative du CIAD veut empêcher, durant cinq ans, la production et la transformation d'agrocultures à Delémont, à partir de végétaux cultivés dans ce seul but. Des dérogations sont prévues pour les agriculteurs qui produisent du carburant pour le fonctionnement de leur exploitation. Cette initiative devrait déclencher une réflexion sur les conséquences dans les pays du Sud des monocultures industrielles de plantes destinées à produire du carburant pour nos moteurs, une aberration du point de vue écologique, économique et social.

Emmanuel Martinoli

Un culte dédié au lait équitable

Depuis de très nombreuses décennies la population ajolote et de Haute-Alsace, en particulier le monde agricole, voue une ferveur toute particulière à Saint-Fromond, en qui elle voit un Ermite attentif aux préoccupations des Paysans et tout particulièrement de leur Bétail et leurs Semailles. Le lendemain de l'Ascension, une messe est célébrée et, pour la 4^{ème} année consécutive, le vendredi 14 mai dernier, une Procession a réuni les Hommes et les Bêtes de l'église de Bonfol à la Fontaine et à la Chapelle de Saint-Fromond. En cette année 2010 où le monde paysan est de plus en plus confronté à des problèmes de tous ordres, et sans pour autant dénaturer le côté religieux de la célébration, un petit signe de solidarité leur a été adressé lors de la procession avec la présence sur le parcours d'une vache Justine certes irréelle, mais relevant les problèmes réels que vivent les agriculteurs d'aujourd'hui et la légitimité de leur revendication concernant un prix du lait équitable.

Smithfield foods

L'entreprise Smithfield est très implantée en Europe. Elle a notamment racheté les marques françaises bien connues Jean Caby, Cochonou et Justin Bridou. La marque Aoste, vendue également dans nos grandes surfaces fait aussi partie du groupe. Ce dernier a d'ailleurs racheté quantités d'autres entreprises actives dans la filière porcine à travers l'Europe. Depuis 2004, l'entreprise américaine développe l'engraissement industriel en Roumanie, où elle possède plus de 33 sites de production. Elle prévoit l'engraissement intensif de plus de 7 millions de porcs par an destinés au marché européen. Ce porc «industriel» concurrence donc déjà fortement la filière «paysanne»; celle que souhaite la majeure partie des consommateurs.

Agrobusiness en photos et en débat à St Imier à la mi-juin

L'Espace Noir de St Imier (rue Francillon 29) organise un événement autour de l'agrobusiness. Le mercredi 16 juin, à 20h à l'Infokiosque, un film documentaire sera projeté. Le vendredi 18 juin, l'exposition de Christophe Chammartin «Prison de plastique» dénoncera le traitement réservé aux immigrés en Espagne sur les lieux de récoltes de nos fruits hivernaux. Dès 18h30, l'artiste de présentera son travail. A 19h, une discussion concernant cette thématique, élargie à la souveraineté alimentaire et à la problématique de la migration sera alimentée par les propos de Paul Sautebin, paysan d'Uniterre, et de Raymond Gétaz de Longo Mai.

Suite page suivante...

SPECIAL JURA

A nos lecteurs du Jura
 Pour nos lecteurs jurassiens qui ne sont pas membres d'Uniterre, vous recevez ce numéro spécial, envoyé à tous les agriculteurs du canton, afin de découvrir les activités de notre syndicat. Nous espérons que vous avez eu du plaisir à le lire et que bientôt, vous rejoindrez notre syndicat. Uniterre vit avec et pour ses membres! Venez renforcer les rangs!

Vaches équitables
 Nous souhaitons remercier les entreprises et les généreux donateurs qui ont souhaité garder l'anonymat et qui ont contribué à l'achat de vaches grandeur nature «Lait équitable» dans la région du Jura. Ci-dessous, deux entreprises qui nous ont soutenus.

| | |
|---|---|
| <p>MEYER & Fils SA Machines agricoles forestières / communales Espace vert 2942 Alle Tél. 032 471 13 55</p> | <p>Vente Service Réparation</p>  <p>JOHN DEERE</p> |
|---|---|



Aubry sa
 matériel
 Construire contemporain
 Zeitgemäss bauen

Devenez membre d'Uniterre
 La cotisation annuelle s'élève à 150.-. Elle donne droit au journal d'Uniterre qui paraît 11 fois par an. Uniterre défend la présence de nombreuses familles paysannes sous diverses formes de fermes, petites ou grandes, quel que soit le type de production. Renvoyer le bulletin ci-dessous ou par téléphone: 021 601 74 67, par mail info@uniterre.ch
 En savoir plus: www.uniterre.ch

NOM:.....
 PRENOM:
 Adresse:
 NP / Lieu:
 Téléphone:
 Natel:
 email:
 • paysan •sympathisant
 A renvoyer: Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne

OGM

Quand les mots sont vecteurs d'une relation de pouvoir

A l'occasion de l'assemblée générale de StopOGM qui s'est tenue le 13 avril 2010 dernier, Jean-Pierre Berlan, agronome et économiste, a donné une conférence: «OGM ou clones pesticides brevetés? Propagande, industrie et confiscation du vivant». Morceaux choisis, sous forme de citations, de cette conférence passionnante.

Que produit Bayer? Et Monsanto? Et Michelin? Des médicaments, des OGM, des pneus? Non. Ces entreprises produisent avant tout des profits. Nous sommes dans une société organisée autour de la production de profits. Aucune des institutions régulant la société ne peut aller contre la logique du système qui consiste à produire du profit. Pour fonctionner, ce système s'appuie sur un immense appareil de propagande qui sert à dissimuler sa logique de profit.

Le terme OGM est révélateur de cette façon qu'ont les instigateurs des biotechnologies modernes de semer la confusion. En utilisant le terme «génétiquement modifié» il est facile d'aller vers un discours légitimant du type: «La nature crée des modifications génétiques, l'homme le fait depuis très longtemps via la sélection, etc.». C'est faux. Leur apparition date, en laboratoire, de 1993. Pour être plus proche d'une description de ce que sont réellement les OGM, on pourrait utiliser le terme de «chimères génétiques». Car ce sont des chimères¹. On insère une partie du code génétique d'un poisson dans la fraise, d'un scorpion dans la tomate ou d'un chien dans du maïs.

Reprendre le pouvoir

Pour reprendre le pouvoir dans le débats, l'enjeu est de redonner leur vrai nom aux OGM, le nom qui dit clairement ce qu'ils sont. Nous pensons parler d'OGM et en fait, si l'on voulait être plus près de la réalité, le terme qu'il serait judicieux d'utiliser est «clones pesticides brevetés».

Un clone

Pourquoi utiliser ce terme? Prenons le terme «variété». Il a deux définitions opposées. D'une part il désigne la diversité et d'autre part, il est utilisé par les semenciers pour décrire, des plantes homogènes et stables. Homogène dans le sens que chaque épi doit être de même taille, de même tenue, de même forme que les autres et stable dans le principe que ces caractéristiques doivent être conservées d'une génération à l'autre.

Au départ, il y a la sélection d'un épi, aux caractéristiques que l'on estime supérieures aux autres que l'on isole et dont on reproduit les graines, génération après génération. C'est ce que j'appelle des clones.

Tout le vocabulaire de la biotechnologie moderne est un jeu, un masque.

Il dissimule un mensonge organisé. Il sous-tend une relation de force.

Notre vocabulaire est conquis et décidé par le haut qui impose sa propre définition des mots pour asseoir sa légitimité.

Breveté

Pour un système basé sur la production de profit, le problème du vivant c'est qu'il se reproduit gratuitement. Dans la nature, production et reproduction sont liés. Pour dégager du profit, la biotechnologie moderne a séparé production et reproduction pour s'approprier une part du cycle naturel.

Le triomphe de la biologie appliquée à l'agriculture a été la mise au point de la technique Terminator, où la plante, après avoir fleuri et fait ses fruits, est programmée à détruire le germe dans la graine. Cette technologie mortifère sert sciemment à stériliser la graine afin de créer une dépendance annuelle et faire des profits.

Les brevets vont dans le même sens. On sépare la production de la reproduction et verrouille le droit à la semence au profit des entreprises d'affaire. Avec l'accord des États, le soutien de leurs lois et de leur police, les brevets sont la légitimation de la prise de pouvoir des biotechnologies sur le vivant.

Pesticide

99.5% des OGM cultivés dans le monde sont des plantes pesticides. Soit elles sont tolérantes à un herbicide, soit elles sont dites «résistantes» à un insecte parasite.

Lorsqu'elles sont tolérantes à un herbicide, il s'agit d'une tolérance au glyphosate. Dans les années 70, Monsanto a déposé un brevet sur le glyphosate et créé le Roundup. Le brevet a échoué en 2000. Pour pallier à la baisse de profit qui devait en découler, Monsanto a créé et breveté les plantes résistantes au glyphosate (les OGM Roundup Ready). Dans le contrat que le paysan signe avec la firme à l'achat des semences, il s'engage à n'utiliser que le glyphosate de marque Roundup. Double gain pour Monsanto.

Dans le cas d'une plante dite «résistante», on se retrouve face à un détournement du vocabulaire. Ce terme de plante résistante permet une légitimation dite écologique du produit: «Plante résistante égale moins de traitements».

Et voilà comment le terme cache la réalité du produit.

Si la plante est résistante c'est parce que chaque cellule produit de la toxine insecticide. Au final, selon Charles Benbrook, ancien directeur exécutif de l'Académie des Sciences aux USA, la production d'insecticide dans un champ de maïs BT serait entre 10'000 et 100'000 fois plus élevée que si le champs avait été traité par un agriculteur traditionnel (américain)!

On est loin de l'argument écologique que l'utilisation du terme «plante résistante» suscite.

Commentaires

Ce que nous découvrons par cette conférence c'est que le mot Organisme Génétiquement Modifié porte en lui une relation de domination. Ce mot a été imposé par et pour les bio techniciens. Et ce mot biaise le débat, il trompe.

Le choix des mots est l'enjeu d'une lutte de pouvoir. Les plus puissants imposent leur vocabulaire et leurs définitions. Les mots portent ensuite d'eux-mêmes la légitimation de leur prise de pouvoir.

Imaginons l'impact qu'aurait le changement de nom des Organismes Génétiquement Modifiés en Clones Pesticides Brevetés. Mais pesticide breveté, soja pesticide breveté, pomme de terre pesticide brevetée, le débat en serait transformé, il aurait un autre goût. Les alliances se feraient différemment.

Le jour où nous pourrions appeler les OGM par ce qu'ils sont réellement, nous aurons retrouvé une part de notre pouvoir.

Propos recueillis par A. Pistorius
¹Chimère: Monstre fabuleux composite, de formes diverses, ayant généralement la tête d'un lion, le corps d'une chèvre, la queue d'un dragon et crachant du feu. (Définition Larousse)



Le confort par excellence

TAPIS CAOUTCHOUC

- ✓Etables & stabulations
- ✓Rénovations et neuf
- ✓Sans comparaison avec béton/asphalte
- ✓ Antiglis et isolant
- ✓ Devis sans engagement

LGC SA - CP 48 - 1627 VAULRUZ
 ☎ 026 913 79 84
 ✉ swiss@animat.ca www.animat.ca

OGM-RECHERCHE

Faire dire aux chiffres ce que l'on veut bien entendre

Afin d'acquérir des connaissances supplémentaires sur l'utilité et les risques des OGM, le Conseil fédéral a mandaté le Fonds national suisse de la recherche scientifique pour réaliser le Programme national de recherche PNR 59. Le programme de recherche, démarré en 2007, «ne prend parti ni pour ni contre les plantes génétiquement modifiées. Il contribue à répondre aux interrogations des politiciens et de la société au sujet de cette nouvelle technologie»¹.

Dans la «lettre de nouvelles» de mai 2009, les résultats de l'étude du Professeur Bonfadelli: «Opinion publique: analyse médiatique et sondage auprès des représentants d'intérêt» sont divulgués et donnent des résultats qui ne choquent pas sur l'opinion de la population concernant la question des OGM:

«Opinion publique constante depuis des années

(L'étude) constate que l'acceptation du génie génétique a légèrement augmenté depuis 2002. «Mais un renversement significatif de la position n'a pas eu lieu», résume Heinz Bonfadelli. Une majorité claire des personnes interrogées (60%) déclare toujours ne pas vouloir consommer d'aliments génétiquement modifiés (GM). 25% sont explicitement pour la consommation de produits GM.

Seuls 26% sont pour une interdiction catégorique, tandis que 71% sont pour la liberté de choix entre des aliments GM et conventionnels. Il devrait être d'intérêt particulier pour la politique que 54% des personnes interrogées sont favorables à une prolongation du moratoire sur le génie génétique; seuls 25% sont contre»².

Ces résultats montrent un public suisse globalement critique face au génie génétique, ce qui correspond bien à l'atmosphère politique qui a entouré le récent prolongement du moratoire.

Mandaté par le Conseil fédéral, le Fonds national suisse (FNS) a présenté en décembre 2009 un rapport intermédiaire et a divulgué les premiers résultats du programme. L'objectif de ce rapport est de «résumer les résultats pertinents en vue de l'élaboration d'une politique»³.

Le ton a étonnamment changé...

«Une majorité est pour la liberté de choix

Heinz Bonfadelli et ses collaborateurs de l'Institut des sciences de la communication et des médias de l'Université de Zurich ont démontré, à l'aide d'un sondage représentatif effectué dans trois régions de la Suisse, qu'une majorité de la population suisse a toujours une attitude négative face à la biotechnologie verte, bien que le rejet ait tendanciellement diminué depuis l'an 2000. Environ un quart des consommateurs est prêt à acheter et à manger des aliments génétiquement

modifiés, tandis qu'un autre quart est en faveur d'une interdiction catégorique de tels produits. Une grande majorité, 71 pour cent, exige la liberté de choix entre les produits génétiquement modifiés et conventionnels».

| Résultats de l'étude, mai 2009 | Résumé pour les politiques, décembre 2009 |
|---|--|
| Titre: Opinion publique constante depuis des années. | Titre: Une majorité est pour la liberté de choix. |
| Un renversement significatif de la position n'a pas eu lieu. | Le rejet a tendanciellement diminué. |
| 25% des personnes interrogées sont explicitement pour la consommation de produits GM, tandis que 60% ne veut pas les consommer. | Un quart des consommateurs est prêt à acheter et manger des OGM, tandis qu'un autre quart est en faveur d'une interdiction catégorique de tels produits. |

Le changement de ton est visible, le FNS a teinté clairement les résultats afin de donner l'impression que les

OGM sont en passe d'être acceptés par le public, tout en s'asseyant sur la légitimité de l'étude. Les chiffres ne sont pas changés, mais la façon de les disposer transforme leur sens.

Au lieu de mettre face à face les pourcentages qui se correspondent (25%-60% et 71%-26%) tels qu'ils ont été publiés, l'auteur de ce résumé à l'attention des politiques a biaisé l'information en laissant croire qu'un quart des interrogés est pour les OGM et qu'un quart est contre. Cela laisse donc le lecteur face à un match nul à partir duquel il va pouvoir assimiler «à sa juste valeur» que les 71% sont pour le choix du consommateur.

Est-ce que le «droit du consommateur à choisir» sera l'argument qui servira à l'intrusion des produits OGM sur nos états?

Qui est derrière ce Fonds National Suisse qui a si bien manipulé les résultats de l'étude de H. Bonfadelli?

Affaire à suivre...

Amélie Pistorius

¹Page d'accueil du site officiel, www.pnr59.ch

²Newsletter PNR 59, édition 2, mai 2009

³Communiqué de presse, rapport intermédiaire, 4 décembre 2009, www.pnr59.ch

Le commerce équitable selon BioSuisse

L'assemblée des délégués de BioSuisse du 14 avril a décidé d'introduire dans le cahier des charges du Bourgeon un chapitre sur le commerce équitable. Voilà une bonne nouvelle alors que le prix au producteur du lait bio dégringole pour se situer à 68.- cts/litre et que son coût de production est autour de Fr. 1.15/ litre. C'est d'autant plus important que nous sommes toujours menacés par des velléités agressives de libéralisation du commerce agricole. Mais hélas, il ne faut pas se réjouir trop vite. Selon l'article de BioActualités (N°3/10) publié sur le sujet, «il faut se demander pourquoi, dans la riche Suisse, la filière de production et de distribution devrait s'adjoindre le critère de «fairness»: les agriculteurs reçoivent des paiements directs, l'écoulement fonctionne et les consommateurs ont un bon pouvoir d'achat». En gros, il s'agirait d'enfoncer des portes ouvertes.

Faut-il rappeler que les paiements directs rémunèrent des prestations et ne constituent pas une aumône offerte aux agriculteurs?

Dans le cahier des charges de l'IFOAM (Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique), il est stipulé à ce sujet: «En cas de production basée sur des violations des droits fondamentaux de l'homme et en cas d'injustice sociale manifeste, le produit concerné ne pourra pas être certifié biologique». Les tomates bio marocaines et andalouses témoignent de la marge de manœuvre qui existe dans l'interprétation de la définition d'injustice...

Dans un marché de plus en plus libéralisé et dérégulé, la concurrence sauvage et la pression des prix qui en découlent, se fait toujours sur le dos de la qualité tant écologique et sociale.

La question éthique prendra donc une importance encore plus grande à l'avenir.

Ce que signifie équité pour BioSuisse n'est pour l'heure pas encore véritablement défini. Néanmoins, il reste apparemment passablement de chemin à parcourir. En effet, selon M Schuhmacher, qui travaille sur le sujet à BioSuisse, le Bourgeon n'a pas pour

priorité d'obtenir des prix garantis pour les producteurs: son but est plutôt une chaîne équitable de valorisation. Le marché n'est pas injuste selon lui. Pas question de prix minimaux fixes pour le commerce Bourgeon équitable. Pour BioSuisse les valeurs de base seraient:

- estime, respect et confiance mutuels entre les partenaires commerciaux de la filière
- collaboration et responsabilité partenariales et à long terme dans les négociations contractuelles
- formation équitable des prix
- collaboration constructive pour la promotion.

Décidément tout un programme et de belles paroles qui malheureusement risquent d'en rester là. Des indicateurs permettant de mesurer l'équité devront être créés d'ici 2012. Selon Schuhmacher, la plus-value ne sera jamais exclusivement financière, car les produits ne doivent pas renchéris. Vous pouvez donc discuter d'équité, mais il ne faudra pas discuter de prix, ni de rapport de force sur le marché.

Dès lors rien de surprenant que la Coop participe aussi aux discussions pour l'application de ces principes d'équité à condition néanmoins que les prix ne se découpent pas de l'évolution du marché... Mme Walpen de la Fondation pour la protection des consommateurs renchérit dans ce sens en constatant que la notion d'équité est dans ce cas source de confusion et n'est pas adéquate pour le commerce intérieur.

L'équité d'un produit se mesure très clairement dans la rémunération des producteurs à tous les échelons de la filière. Cette rémunération doit correspondre à la moyenne des rémunérations pratiquées d'une société. Pour le secteur agricole avec une rémunération largement en dessous de la moyenne de la société, l'équité reste un objectif de lutte. Les prix rémunérateurs, couvrant les coûts de production doivent être affichés et communiqués de manière transparente. Voilà ce qui devrait être un premier objectif de Bio Suisse dans le débat autour de l'équité.

Rudi Berli

Gedanken zur Qualitätsstrategie

Am 6. November des letzten Jahres hat Manfred Bötsch, der Direktor des BLW, erstmals öffentlich über die Qualitätsstrategie des Bundes für den Agrar- und Lebensmittelbereich informiert. Die Qualitätsstrategie beinhaltet drei Kernpunkte:

- Qualitätsführerschaft durch nachhaltige, umwelt- und tiergerechte Produktion von sicheren Lebensmitteln.
- Qualitätspartnerschaft innerhalb der Wertschöpfungskette - einschliesslich der Konsumenten. In seiner unterstützenden Funktion ist auch der Staat Teil dieser Partnerschaft.
- Marktoffensive: Aktive Marktbearbeitung und Markterschliessung.

Ein erstes breites Treffen zur Qualitätsstrategie hat am 12. März stattgefunden, ein weiteres folgt Ende Mai. Dank einer offensiven Selbsteinladung ist Uniterre an diesen Treffen dabei, um, wie fast immer, ein wenig der Stachel im Fleisch zu sein. Denn es gibt doch einiges kritisch zu bemerken zur Qualitätsstrategie.

Ich kenne keinen Bauern, der keine Qualität produzieren will. Und ich denke, dass wir in der Schweiz ein sehr hohes Niveau der landwirtschaftlichen Produzenten und folglich auch ihrer Produkte haben. Wir werden als Bauern vom Bund und somit indirekt von jedem einzelnen Steuerzahler unterstützt. Wir sind es den Bürgerinnen und Bürgern (unseren KonsumentInnen) schuldig, ihr Vertrauen mit bester Qualität zu belohnen. Das ist Teil des Gesellschaftsvertrages, wie er im Artikel 104 in der Verfassung festgehalten ist.

Doch diese Qualität hat ihren Preis. Der Verkaufserlös des erstklassigen landwirtschaftlichen Rohstoffes oder des weiterverarbeiteten Endprodukts muss ein würdiges Einkommen für die Bauernfamilien sicherstellen, und dies in einer langfristigen Perspektive,

sonst sind grössere Investitionen eine Art russisches Roulette. Wir brauchen nicht immer mehr Direktzahlungen, sondern müssen endlich auf breiter Front die Misere der Produzentenpreise aufs Tapet bringen. Der Steuerzahler muss schliesslich nicht Coop, Migros und Nestlé via Direktzahlungen oder dem absurden Schoggigesetz quersubventionieren.

Das ist nämlich genau der Haken an der Qualitätspartnerschaft. Wir sind nicht alles Freunde in der Wertschöpfungskette. Mal sicher solange nicht, wie Grossverteiler und Nahrungsmittelindustrie nicht bereit sind, für Schweizer Qualität einen zumindest kostendeckenden Preis zu bezahlen. Wer mit "Swissness" ausländische Märkte erobern will, für einheimische Agrarrohstoffe aber Weltmarktpreise verlangt, darf nicht auf die Kollaborationsbereitschaft der landwirtschaftlichen Produzenten hoffen. Die Bauern haben es satt, sich wie Deppen mit dem Strick um den Hals abzurackern, damit die nachgelagerten Stufen der Wertschöpfungskette die fetten Gewinne einstreichen.

Es kann auch nicht sein, dass in gut neoliberaler Manier dem Staat in der Agrarpolitik (=Ernährungspolitik) noch gnädig eine unterstützende Funktion zugestanden wird. Der Staat muss in dieser zentralen Frage die Position der Mehrheit der Bevölkerung einnehmen, die genug hat von immer mehr Deregulierung, Privatisierung von Gewinnen und Vergesellschaftung von Schulden. Wir brauchen eine Landwirtschaft, die exzellente Produkte herstellt für die Leute, die sie ermöglichen, und das sind alljene, die mit ihren Steuern ihren Beitrag ans Landwirtschaftsbudget erbringen. Schweizer Bauern sollen nicht für einen abstrakten EU-Markt ins Hochpreissegment ihren Schweiss vergeuden. Die Früchte ihrer Arbeit müssen wieder an diejenigen zurück,

die sie ermöglichen. Sonst verliert die Schweizer Landwirtschaft ihren lokalen Begründungszusammenhang.

Wir sollten keine öffentlichen Gelder befürworten, wenn dann Schweizer Edelbiokäsli hauptsächlich von Frankfurter Bankern konsumiert werden, die in ihrem Land sich um die Steuern drücken und von "unserem" Bankgeheimnis profitieren. Gesunde Nahrung ist ein Menschenrecht und kein Privileg! Sie muss allen zugänglich sein. Deshalb muss auch endlich Schluss sein mit Lohndumping und Rentenklaue. Die Schweizer Bevölkerung braucht eine gewisse Kaufkraft, um uns Bauern einen fairen Preis zu bezahlen.

Die Marktoffensive beschäftigt sich ausschliesslich mit der Erschliessung neuer ausländischer Märkte, weil sie davon ausgeht, dass der einheimische Markt gesättigt sei. Wollen wir mit dieser Exportstrategie die Milchmisere in der EU noch verschärfen? Auch dort herrscht Ueberproduktion. Und in unserem Grenzgebiet wird unter ähnlichen topographischen Bedingungen Milchwirtschaft betrieben. Sei es im Vorarlberg, Bayern, Schwarzwald, Jura oder Hochsavoyen. Auch die Bauern dort produzieren Qualität und die Käseriesen zählen auf Spitzenprodukte. Ist es wirklich die Lösung, sich mit ihnen in ein knallhartes Konkurrenzverhältnis zu bringen anstatt auf gewerkschaftliche Solidarität unter Bauern und Bäuerinnen zu setzen? Ich glaube nicht. Es wäre an der Zeit, sich mit den Bauern und Bäuerinnen aus dem Grenzgebiet mal zusammzusetzen, um gemeinsam über unsere Situation nachzudenken, Allianzen zu schmieden und Strategien zu entwickeln.

Nur gemeinsam sind wir stark!

Reto Sonderegger, Sekretär Uniterre und Internationale Kommission Uniterre

Question agricole, quelle vision pour l'avenir?

Quelles implications des paysans, des consommateurs et des politiques pour la mise en place d'une démarche de souveraineté alimentaire dans l'agriculture vaudoise?

Forum organisé par la section Vaud d'Uniterre dans le cadre du Festival de la Terre. Il aura lieu le samedi 19 juin 2010, de 10h à 11h45, à la salle du Casino de Montbenon. Les élus ci-dessous interviendront dans le cadre de ce débat: Alessandra Silauri (Les Verts), Alice Glauser (UDC), Ginette Duvoisin (Parti socialiste), Josef Zizyadis (POP), Olivier Feller (PRD), A déterminer (Libéral). Le modérateur du débat sera Isidore Raposo, rédacteur en chef de La Côte.

Il n'y a plus de saisons

Alors que la météo nous joue des caprices, les maraîchers suisses semblent également avoir perdu le sens des saisons... Redécouvrez les légumes de saison avec nos organisations maraîchères: prenons le cas de la tomate, pour l'Union maraîchère suisse (UMS), la saison dure du début du mois d'avril à la fin du mois de novembre, alors que pour l'Union maraîchère genevoise (UMG) la saison de cette même culture dure du mois de mai au mois d'octobre. Pour nous autres, terriens vivants sous nos latitudes, nous plantons de mémoire de maraîchers et jardiniers les tomates à partir du mois de mai pour les récolter à partir de fin juin. Quant aux salades «lollo rouge» qui seraient de saison carrément toute l'année, nous tenterons un arrosage à l'antigel... Il est regrettable de constater que la désinformation en matière agricole, n'est hélas plus le privilège de la grande distribution, mais que les organisations professionnelles s'y mettent aussi.

Plus d'infos : www.legumes.ch, www.umg.ch

Rudi Berli

Invitation à l'Assemblée générale d'Uniterre

vVendredi 2 juillet 2010 à 20h au Café LE TEMPO à Yverdon (maison des associations, 024 425 14 06)

(Adresse: quai de la Thièle 3. Parking conseillé: P+R de la gare, puis 5 min à pied («direction Jura»), de l'autre côté du canal de la Thièle.

Ordre du jour:

1. pv de l'AG du 3 juillet 2009
2. Rapport du Président
3. Rapport des secrétaires
5. Programme d'activités 2010-2011
6. Comptes 2009 (seront publiés dans le journal de juin 2010), rapport de la commission de gestion, budget 2011
7. Élection de 2 vice-président-e-s
8. Adoption des rapports, des comptes et du budget
9. Divers